

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

La banlieue selon Rudy Salles

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 16 novembre 2005

Description :

La banlieue et ses violences urbaines sont au centre des discussions et Nice Première a rencontré le Député Rudy Salles afin de connaître son avis sur cet épineux dossier qui préoccupe les français comme le gouvernement.



Nice Premium

La banlieue et ses violences urbaines sont au centre des discussions et Nice Première a rencontré le Député Rudy Salles afin de connaître son avis sur cet épineux dossier qui préoccupe les français comme le gouvernement.

La violence, les solutions, l'état d'urgence, la suppression de l'aide aux familles des émeutiers... l'avis d'un politique niçois sur le dossier « brûlant » de la semaine.



Nice Première : Quel est votre sentiment sur la violence urbaine actuelle ?

RS : Rudy Salles : Mon sentiments sur les violences urbaines est qu'il s'agit d'un phénomène qui trouve ses racines dans un mal très profond lié à des problèmes sociaux, d'intégration, de politique d'aménagements urbains, etc.

Depuis des années, les Gouvernements successifs ont répondu par des mesures inadaptées pour combattre le mal à sa base. Les mesures ont souvent été superficielles pour afficher une relative "paix sociale" sans apporter les vrais remèdes.

Et puis on a aussi souvent fait autour desdites mesures beaucoup de communication, voire de politique spectacle alors qu'en la matière c'est d'actions dont on a besoin.

NP : Pensez-vous que le couvre-feu puisse apporter une solution efficace et surtout durable ?

RS : Le couvre-feu a eu un effet psychologique. Sur les populations qui se sont senties rassurées et vis à vis des délinquants qui se sont sentis menacés.

Le couvre-feu a été appliqué intelligemment dans notre département, empêchant les enfants de circuler seuls dans les rues au delà d'une certaine heure et appelant les parents pour venir les récupérer.

D'autre part, ces mesures permettent les perquisitions et nous savons bien que dans certaines situations c'est fort utile, en particulier pour saisir des armes illégales ou des marchandises volées.

Ceci étant dit, ces mesures sont provisoires et ponctuelles et seront levées quand elles ne seront plus nécessaires.

NP : Quelles seraient vos solutions face à cet épineux problème ?

RS : Face à ce problème, il faut rétablir l'autorité de l'Etat, des parents, des maitres. Il faut également faire en sorte

de donner des repères citoyens et républicains aux jeunes.

Le Service Civil Volontaire proposé par le Président de la République est le début de quelque chose, mais cela ne va assez loin. Il faudrait un vrai Service Civil Universel et obligatoire permettant à tous les jeunes d'en profiter et autorisant aussi le brassage de la jeunesse comme le permettait l'ancien Service Militaire.

Je ne crois pas que le seul volontariat qui nous est proposé soit une mesure adaptée à cette situation. Je pense aussi qu'il faut des mesures fortes pour favoriser l'emploi et je ferai bientôt des propositions dans ce sens. Il faut par ailleurs une politique ambitieuse en matière d'habitat. La situation actuelle, notamment à Nice, est désastreuse.

NP : A votre avis, faut-il proroger l'état d'urgence ?

RS : L'Etat d'urgence doit être prolongé pour une période de trois mois maximum mais au delà j'espère que nous n'en aurons plus besoin.

NP : Le Maire de Draveil a suspendu les aides aux familles dont un membre a participé aux violences. Qu'en pensez-vous ?

RS : Sur la suppression des aides aux familles, il faut être très prudent.

Bien sûr, il faut que ces aides aillent véritablement vers ce pour quoi elles ont été créées c'est à dire le secours pour les plus nécessiteux. En revanche il peut y avoir détournement ou encore elles peuvent être versées à des familles qui par ailleurs ont des enfants qui ont dégradés des biens publics ou privés et que la collectivité devra rembourser ou reconstruire.

Alors là il faut envisager des mesures qui consistent à responsabiliser ceux qui en sont les bénéficiaires. On ne peut pas tout attendre de la collectivité et laisser porter atteinte à la collectivité.

Il faut donc de justes mesures pour éviter ces situations paradoxales que l'opinion légitimement ne supporte plus.